

Contexte

La région du Lac du Tchad, située le long de la rive est du lac Tchad, connaît une crise humanitaire de déplacement et de dévastation économique provoquée par les conflits. Depuis que le conflit de Boko Haram s'est répandu au-dessus de la frontière du Nigéria au début de 2015, quelque 79 000 réfugiés, rapatriés ont fui ou ont été déplacés dans la région du Lac Tchad, soit 40% de la population locale¹.

Cette région a été le théâtre des exactions de la secte Nigériane Boko Haram depuis 2015. La situation sécuritaire s'est dégradée à la suite de l'intervention de l'armée tchadienne dans le cadre de la constitution d'une force régionale mixte pour traquer et anéantir les éléments de Boko Haram. Cette crise a poussé des milliers des habitants des îles de la région du Lac Tchad à fuir vers les sites se trouvant sur l'axe Liwa- Daboua. Les femmes et les enfants constituant la majorité de cette population (60% selon les statistiques de l'OIM) demeurent les plus nécessiteuses et en péril. Cependant la portée de l'assistance demeure inférieure aux besoins énormes de cette population.



Site de Salia, photo prise par Liliane Munezero, GBV Manager, IRC Tchad

Les sites couverts par cette enquête :²

Département	Site	Population
Liwa	Salia	2500
	Kadoulou	4000
	Moundi	750
	Kiskawa	835
Bagassola	Dar-Es-Salam	5403

¹ UNHCR, "Tchad : Vue générale des opérations," 30 November 2015 ; OCHA, "Regional Overview of the Lake Chad Basin Crisis," 4 December 2015.

² Statistiques OCHA, Septembre 2016

Objectifs de l'enquête :

- Cerner tous les contours de la situation sécuritaire ayant un lien avec les Violences Basées sur le Genre (VBG) dans les sites qui abritent les retournés/refugiés du Nigeria et Niger dans la région du Lac Tchad
- Collecter toute les données et informations pour une meilleure orientation d'une programmation de réponse et de prévention des VBG

Echantillonnage et la méthodologie de collecte de donnée

La présente étude est formulée et basée sur les outils d'évaluation des risques de VBG dans les contextes d'urgence développés par IRC dans le cadre de l'Initiative sur la Réponse et la Préparation aux Urgences (Emergency Response and Preparedness Initiative – EPRI en anglais)³. Les outils adaptés pour cette étude incluent un guide d'entretien pour l'interview des informateurs clés, une guide pour les focus groupes, une cartographie des services et un outil d'observation.

L'IRC a interviewé 18 informateurs clés dont 10 femmes et 8 hommes composés de chefs locaux, leaders communautaires, infirmières. L'IRC a aussi mené 15 focus groupes, et spécifiquement 8 discussions avec les femmes et 7 avec les hommes avec tranches d'âge de 15 à 24 et 25 ans et plus, par un total de 160 femmes et 115 hommes. Les entretiens ont été menés par les staffs IRC appuyé par trois interprètes locaux (un homme pour les groupes d'hommes et deux femmes pour les groupes des femmes) qui ont traduits du Français aux Boudouma et Kanembou, les langues locales parlées majoritairement par les déplacés dans cette région.

Limitations

1. Langues

La population dans ces différents sites sont majoritairement Boudouma et Kanembou et parlent couramment leur langues traditionnelles. Peu parmi les leaders communautaires parlent arabe. Donc on devrait faire la traduction entre Kanembou – Arabe – Français. La traduction a été faite par une équipe de trois relais communautaires (dont deux femmes et un homme) qui sont des membres des communautés de réfugiés et déplacés. Leur présence pendant les entretiens et les focus groupes pourrait avoir influencé le niveau de confort entre les femmes et hommes participants et donc préjugé les résultats de l'enquête.

Conclusions

1. Les violences faites aux femmes et aux filles

a. Violences psychologiques

Dans tous les focus groupes, les femmes ont dit qu'elles vivent dans une situation de stress permanent du aux menaces et harcèlement lié aux exactions du groupe Boko Haram. D'une part, la plupart ont toujours les souvenir des situations traumatisantes des attaques de Boko Haram et selon elles les menaces d'attaque et d'enlèvement pèsent toujours sur elles.

"Il était arrivé que Boko Haram était venu arracher une femme de notre village la nuit, elle est la femme de l'un de leurs éléments il y a de cela deux mois" a mentionné une participante dans un focus groupe

D'autre part, il y a les femmes dont les proches sont accusés d'avoir rejoint le groupe Boko Haram. Elles sont traumatisées car elles sont accusées de traîtresses par le reste de la population. Elles vivent dans une permanente instabilité, elles pensent que les proches viendront les enlever et craignent aussi pour leur sécurité car elles sont menacées par le reste de la communauté et se retrouvent isolées et stigmatisées.

Il faut aussi signaler un nombre important de femmes qui ont été enlevées et puis relâchées par Boko Haram. En plus des conséquences physiques et émotionnelles de cette expérience traumatisante, ces survivantes se trouvent exposée à un haut niveau de stigmatisation dans leurs communautés d'origine et elles sont souvent délaissées par leurs maris et familles. Celles qui étaient mariées avant, ont été abandonnées par leurs maris et celles qui n'étaient pas mariées, sont isolées car elles sont considérées comme une honte pour la famille et se retrouvent sans soutien.

³ <http://gbvresponders.org/emergency-response-preparedness/emergency-response-assessment/>

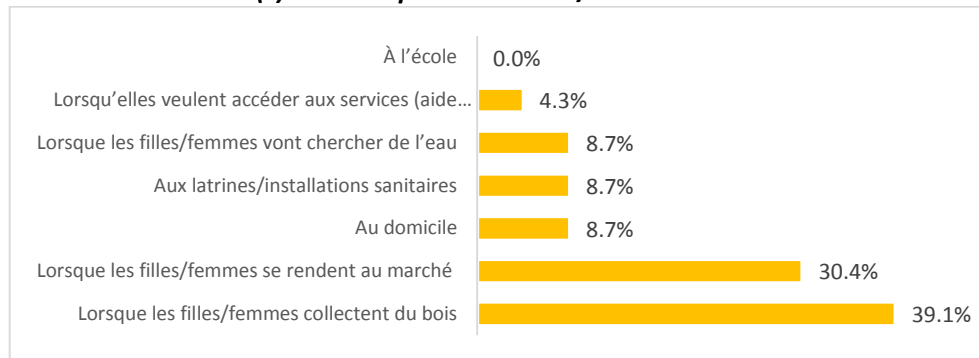
Les femmes ont aussi mentionné les cas de violences émotionnelles très fréquentes au sein des ménages où elles sont injuriées et menacées par leurs conjoints. Elles ont affirmé que leurs maris sont devenus très durs avec la crise et qu'elles ne sont jamais tranquilles même à la maison.

b. Viol

Dans tous les groupes de discussion les participants ont mentionné le viol comme étant un risque élevé pour les femmes et les filles dans les sites. L'absence des latrines dans les sites poussent les femmes et les filles à aller se soulager dans les buissons aux alentours et des cas de viol ont été signalés dans ces endroits.

Les femmes et les filles qui ont aussi participé dans les discussions ont affirmé qu'il y a aussi des femmes et des filles qui ont été violées par les combattants de Boko Haram mais la peur de stigmatisation et de discrimination les empêche d'aller chercher une assistance.

1.1.1 Les contextes dans lesquelles les violences sexuelles surviennent-ils dans la communauté



c. Mariage précoce

Le mariage précoce a été cité comme un grand risque pour les filles. Elles sont mariées très jeunes parfois même à 12 ans et ce sont les parents eux-mêmes qui sont beaucoup impliqués. Certains pensent même que c'est pour protéger les filles contre l'enlèvement de Boko Haram qui cible les jeunes filles.

« Pour protéger les filles, il faut leur donner en mariage »

Focus groupe avec les hommes, 25-40 ans dans le site de Salia

Cette pratique est aussi cautionnée par la culture traditionnelle des régions d'origines des réfugiés et par une interprétation très conservatrice de l'Islam, religion majoritaire dans ces sites.

Les participantes dans les discussions de groupes ont partagé que les jeunes filles ne sont capables de supporter le poids des travaux journaliers et les responsabilités ménagères. Les filles sont aussi exposées au risque de violence domestique car les maris ne comprennent pas cela et traitent ces jeunes femmes d'incapables. Dans les discussions avec les femmes, elles ont affirmé qu'il y a beaucoup de divorces suite à cette responsabilité lourde. Les jeunes femmes divorcées sont rejetées par les familles et les conditions de vie sont très dures pour elles. La plupart des femmes ont affirmé que les divorcées acceptent l'exploitation sexuelle pour survivre.

d. Violence physique et émotionnelle au sein de la couple

Les femmes ont mentionné que les violences domestiques sont très élevées dans les sites. Chaque jour des femmes sont battues et c'est comme si c'est normal. Pour les participantes, la pratique courante de la polygamie et la misère générale ont été citées comme facteurs contribuant à ces violences.

« Quand on a déjà mis au monde on n'est plus intéressé. Les hommes préfèrent les jeunes et les autres sont délaissées et maltraitées. »

Focus groupe avec les femmes de 25-40 ans dans le site de Kiskawa

Les femmes ont aussi parlé des problèmes de surmenage. Elles travaillent seules toute la journée. Elles construisent les maisons, vont au marché, font les travaux ménagers. Et ont affirmé que les hommes eux passent des journées à discuter.

« Nos journées sont longues et dures. On fait tout le travail et les hommes ne nous aide pas », une femme au cours d'un focus groupe.

e. Déni de ressources

Le déni de ressources a été mentionné comme étant un problème non négligeable pour les femmes. Elles travaillent beaucoup, se débrouillent pour chercher à manger, par exemple certaines ont dit qu'elles font du petit commerce. Cependant elles n'ont aucune décision sur tous les biens et leurs maris en disposent comme ils veulent.

Elles ont affirmé aussi que certains hommes ont vendu les quelques denrées alimentaires reçus, sans regarder les besoins alimentaires de leur famille. Les femmes n'ont rien à dire par peur d'être battues.

Elles ont aussi mentionné que la polygamie est vraiment un grand défi.

« Les hommes prennent tout ce qu'on a à la maison au profit des jeunes femmes », a lancé une femme au cours d'une discussion

f. Exploitation sexuelle

D'après les discussions avec les femmes, cette forme de violence concerne surtout les veuves, les femmes divorcées. Le manque de moyens et d'opportunités pousse les femmes à accepter des avances sexuelles contre un peu d'argent pour faire vivre les familles et les enfants.

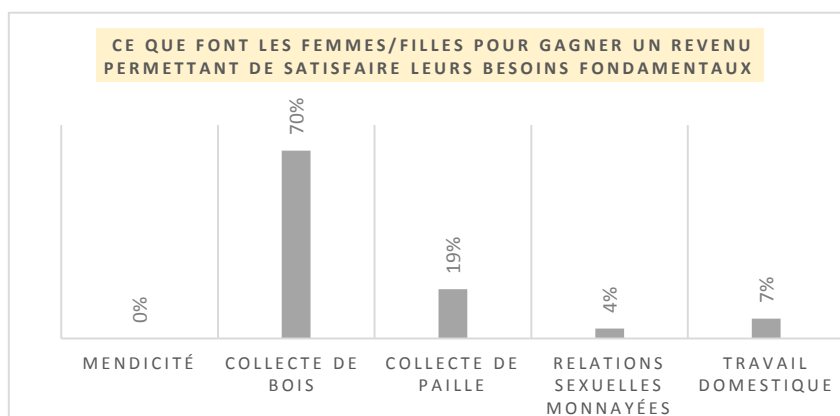
Des femmes ont aussi cité que certaines femmes acceptent les avances des chefs de villages par menaces. Etant divorcées elles sont mal vues, n'ont aucun soutien.

« Même les familles les rejettent, elles sont comme une honte pour elles », une femme dans une discussion à Moundi

g. Stratégies d'Adaptation

Face à ces difficultés, les femmes et les filles développent des stratégies d'adaptation afin de faire face aux problèmes de survies.

Ci-dessous le récapitulatif des activités que font les femmes pour leur survie :



La majorité fait recours à la vente du bois de chauffage et de la paille alors que ce sont des activités à haut risques étant donné qu'elles doivent se déplacer pour s'approvisionner dans les buissons environnants, qui ont été cités comme endroit à haut risque pour les femmes et les filles.

En considération du stigma qui affecte les femmes qui s'engagent dans des relations sexuelles contre de l'argent, et le problème de sous-déclaration qui caractérise ce type d'exploitation, le taux de 4% mentionné pendant les discussions de groupe est tristement remarquable et inquiétant et il dissimule très probablement un phénomène beaucoup plus répandu.

2. Les services pour les survivantes des Violences Basées sur le Genre

L'accès aux services de prise en charge holistique est limité. Dans les différents groupes, les femmes ont mentionné le Boulama, chef traditionnel, comme étant la première personne à contacter mais elles ont également mentionné qu'elles sont découragées car la décision est toujours contre elles et sont traitées de traîtresses.

Les services de prise en charge psychosociale et de gestion de cas n'existent pas ce qui explique la réticence dans la recherche des services de réponse. Il n'y a pas de porte d'entrée pour l'accès aux services et au niveau de comité les femmes discutent entre elles mais pas vraiment dans un cadre formel et elles se sentent impuissantes puisqu'elles ne peuvent prendre aucune décision.

Au niveau global dans la région, il y a certaines interventions dans la réponse des VBG mais il y a encore à faire surtout en matière de coordination et renforcement des capacités. Au niveau de la région de Liwa seul IRC fournissait des services de prise en charge cliniques des survivantes des VBG. Dans la région de Bagassola la Croix Rouge offre des services psychosociaux aux VBG, mais étant nouvelle dans le domaine pas mal de défis restent à relever pour assurer la qualité des services offerts. Le MSF offre des services de prise en charge psychologiques aux différents individus dans la nécessité, mais pas un accent particulier sur les survivantes de VBG.

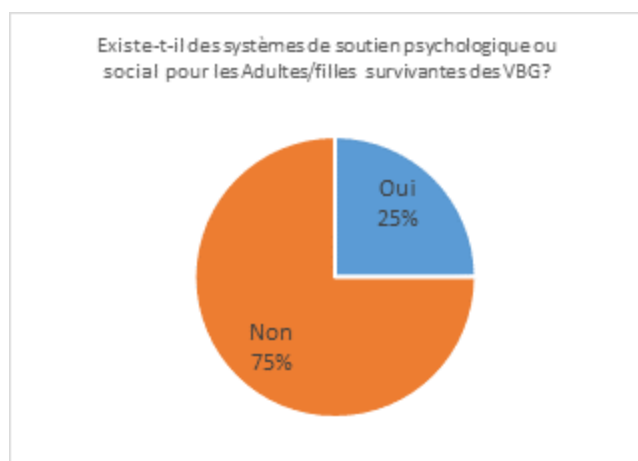
« Il n'y a pas d'expertise et les quelques efforts ne sont pas coordonnés », un travailleur humanitaire travaillant dans le camp de Dar-Es- Salaam

Prise en charge médicale

Dans les différents sites visités, l'IRC fournit une assistance médicale à travers les cliniques mobiles, mais la prise en charge des survivantes reste problématique étant donné que ce n'est pas permanent. Les centres de santé de l'état sont éloignés et le personnel n'a pas les capacités nécessaires en matière de réponse aux VBG.

Prise en charge psychosociale

Pas de service de prise en charge psychosociale ni de gestion de cas ont été relevés dans les sites ciblés par l'enquête. Les survivantes qui n'ont pas le courage de parler au chef traditionnel gardent l'expérience pour elles. Dans les entretiens individuels, 75% des informateurs ont affirmé l'absence des services de prise en charge psychosociale des survivantes des Violences Basées sur le Genre :



Prise en charge légale

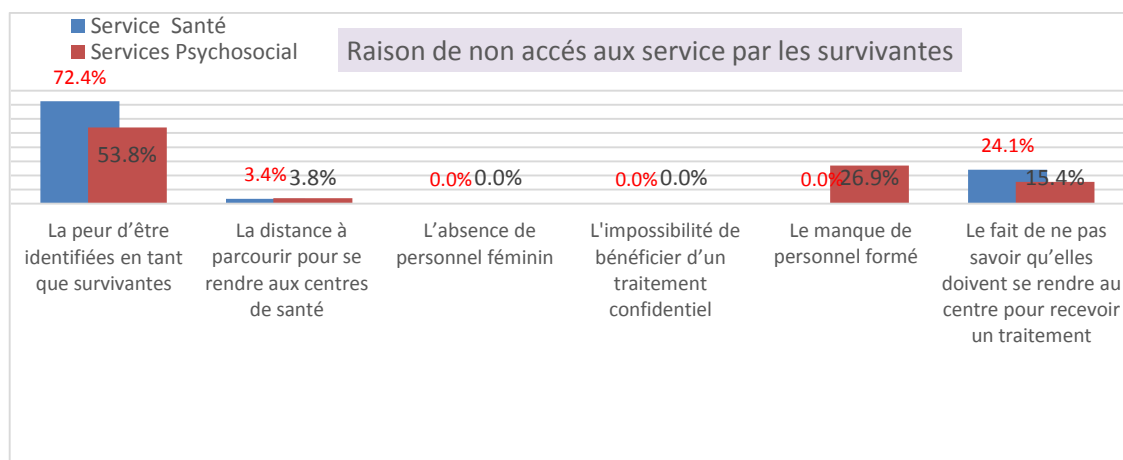
Les sites des déplacées ne sont pas couverts par aucun acteur d'aide légale.. Dans l'absence des structures formelles pour l'administration de la justice et pour poursuivre les auteurs de violence, les survivantes de violence n'ont autre choix que se tourner aux services fournis par le Boulama. Malheureusement, comme déjà mentionné ci-dessus, les femmes ne sont pas écoutées dans la plupart de cas mais plutôt jugées et blâmées pour la violence, et souvent les jugements tombent contre elles.

« Au lieu de t'écouter on te juge de traîtresses et d'incapable et on est découragé », une femme dans une discussion

Sites	Constat fait par la communauté (<i>propos recueillis lors des focus groupe</i>)
KOUDOULOU	<ul style="list-style-type: none"> - Le chef de village amende l'auteur s'il est membre de la communauté ; - Pas de système de punition pour certains auteurs

KISKAWA	<ul style="list-style-type: none"> - Le chef de village met en garde l'auteur s'il y a récidive il amende l'auteur ou décide de prononcer le divorce ; - Les auteurs ne sont pas punis et cela pousse les femmes et les filles à souffrir et elles ne dénoncent pas ;
MOUNDI	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de système de punition, le mariage précoce est considéré comme normale certains chefs sont complices ; - Les auteurs sont dénoncés chez les Boulama mais ceux-ci ne font rien, les femmes sont découragées ;
SELIA	<ul style="list-style-type: none"> - Trop de corruption dans le milieu ; - Pas de système punition, les chefs sont complices ;

Cependant la peur de stigmatisation et le manque d'information sur les services de prise en charge restent un grand défi pour les femmes et les filles.



Recommandations émises par les participants pour mitiger les risques de violence faites aux femmes et aux filles

- Mettre en place un cadre d'échange entre les femmes pour qu'elles puissent partager les information et expériences
- Construire les latrines et de forages ;
- Créer des AGRs et groupements d'entraide pour les femmes afin de promouvoir leur autonomisation
- Mettre en place un système de rapportage et de plainte pour les soldats qui exploitent les filles
- Mettre en place un système ou les femmes peuvent aller porter plainte auprès des autorités ;
- Organiser des convois escortés par des hommes pour la collecte des fagots et au marché ;
- Créer les mécanismes de sécurité contre les Boko Haram ;

Recommandations pour répondre aux besoins identifiés

- 1. Etablir des espaces sûres pour les femmes et les filles et pour la provision des services psychosociaux**
Un centre de femme sera très important pour permettre aux femmes d'échanger. Etant donné la nature sensible des violences basées il est souvent difficile aux survivantes d'avoir le courage de rapporter. Cependant la mise en place d'un cadre ou les femmes peuvent s'exprimer en toute sécurité sur les problèmes qui les concernent encourage les femmes à se confier et à rapporter les incidents. Ce centre sera un point d'entrée pour le rapportage des cas.
- 2. Renforcement des groupements des femmes**
Les femmes ont la même expérience mais n'ont pas un cadre d'entraide mutuelle. Elles ont exprimé la volonté et une envie forte de partager et d'échanger sur leur vie et expérience. La création des groupements des femmes serait importante pour redynamiser les réseaux communautaires et ainsi mettre un cadre d'échange et de soutien mutuel.
- 3. Renforcement des capacités des autres prestataires médicaux**

Renforcer l'expertise pour les acteurs humanitaires, les staffs des structures de sante étatiques dans la prise en charge des survivantes des violences basées sur le genre sera essentiel afin d'étendre le champ d'action dans la prise en charge médicale des survivantes des VBG.

4. Renforcer les mécanismes de coordination

Au niveau de la région, il y a des lacunes concernant la coordination de quelques efforts dans la réponse et la prévention des VBG. Cela constitue aussi une barrière sur la disponibilité des données statistiques consistantes sur les VBG dans cette région. La coordination permettra de conjuguer les efforts, éviter les chevauchements et étendre l'aspect genre dans tous les secteurs.

5. Mettre en place des stratégies de réduction des risques des VBG pour les femmes et les filles

Conduire des enquêtes régulières pour mettre à jour régulièrement les risques auxquelles sont exposés les femmes et les filles et prendre des actions appropriées en collaboration avec les acteurs humanitaires et étatiques impliqués dans la réponse à la crise.

6. Mettre en place des activités sociales et économiques pour l'autonomisation des femmes et des filles

Les activités d'autonomisation économique et sociale des femmes permettent de réduire leur dépendance et leur vulnérabilité et aussi améliorer leur statut dans la société. Ces activités peuvent inclure la distribution du cash et le maraichage et jardin pour cette population qui jadis vivaient de la vente des produits agricoles qu'ils produisaient. Cela permettra de réduire les risques de d'exploitation auxquelles les femmes et les filles sont exposés.

7. Sensibiliser les communautés sur la problématique de la VBG

Dans tous les sites visites, les gens n'ont pas assez d'information sur la problématique des Violences Basées sur le Genre et sur les différents types de services dont les survivantes ont besoin. Dans les différents groupes, les gens ne savaient même pas quoi faire en cas de VBG.

Il faut aussi faire impliquer les différentes autorités traditionnelles et religieuses étant donné le statut qu'ils ont dans leurs communautés.

8. Implication des hommes dans la prévention de la VBG et la promotion de l'égalité de genre

Il y a encore une forte résistance des hommes et il est important de promouvoir leur implication dans la réponse et la prévention des VBG. Le poids de la tradition est aussi un aspect très influent sur l'attitude des hommes vis-à-vis des femmes et une stratégie de changement de comportement et attitudes envers les femmes et les filles est très important dans cette société aussi conservatrice.